



Déclaration de solidarité du Comité Mondial des Femmes avec les victimes du tremblement de terre et les migrant.e.s disparu.e.s en Méditerranée

EXPRIMANT la profonde sympathie et la solidarité du Comité mondial des femmes de l'Internationale des Services Publics envers les populations de Türkiye et de Syrie qui ont été dévastées par un tremblement de terre de magnitude 7,8 ;

CONSTATANT avec une grande tristesse que le 6 février 2023, vers 4 heures du matin, en plein hiver, alors que les personnes dormaient profondément, ce qui leur laissait peu de chance de réagir, un violent et massif tremblement de terre d'une magnitude de 7,8 a ravagé la Turquie et la Syrie, laissant un long sillage de mort, de destruction et de déplacement de chaque côté de la frontière. Avec plus de 53 500 décès confirmés, c'est le tremblement de terre le plus meurtrier jamais enregistré depuis celui de 1999 qui s'est produit dans la région ;

APPELANT tous les affiliés de l'ISP à répondre à l'appel à la solidarité pour les populations de Turquie et de Syrie, en particulier pour les travailleurs.euses et leurs familles ;

NOTANT avec une profonde admiration la bravoure et le dévouement de tous les travailleurs et travailleuses des services publics qui ont œuvré sans relâche jour et nuit dans le cadre des opérations de sauvetage et qui continuent d'être en première ligne pour fournir des services d'intervention d'urgence, de soins et de soutien aux survivant.e.s ;

APPELANT EN OUTRE toutes les agences d'aide humanitaire à s'assurer que dans tous les efforts de sauvetage, de récupération, de réhabilitation et de reconstruction, les besoins différentiels des femmes et des filles ainsi que leur santé, leur sûreté et leur sécurité soient reconnus et pris en compte ;

CONVOQUANT le choc, la profonde tristesse et les sincères condoléances à la famille et aux amis des 62 migrant.e.s qui ont péri dans le naufrage du bateau en Méditerranée le 26 février ;

AFFIRMANT que le bateau en bois surchargé transportant environ 200 personnes avait quitté la Turquie quelques jours auparavant, dont des Afghans, des Syriens, des Irakiens, des Somaliens et des Pakistanais fuyant leur pays pour trouver refuge, en particulier en Italie, vers où le bateau se dirigeait avant de faire naufrage dans la mer déchaînée sur les hauts-fonds au large de la côte calabraise ;

DEMANDANT AVEC FORCE que les survivant.e.s, dont un grand nombre de femmes et d'enfants, bénéficient d'une protection internationale, y compris d'un abri et d'une installation, d'une assistance financière et médicale, ainsi que d'une aide psychologique ;

WWW.PUBLICSERVICES.INTERNATIONAL

DENONÇANT la réponse hypocrite des gouvernements de l'Union européenne (UE) qui expriment leur tristesse face à cette tragédie humaine, tout en continuant à imposer une sécurité renforcée, des contrôles aux frontières et des blocus navals qui ne font que mettre les migrant.e.s et les réfugié.e.s dans des voyages encore plus dangereux et les rendent la proie des passeurs et des trafiquants d'êtres humains ;

CONDAMNANT les politiciens d'extrême droite qui déforment le discours sur la migration et l'asile pour gagner des votes populaires, tout en détournant l'attention des problèmes systémiques qui exacerbent la pauvreté, les inégalités, la crise climatique et les conflits qui obligent les gens à migrer et à chercher asile ;

CONDAMNANT EN OUTRE le fait qu'au milieu de ces tragédies, le gouvernement de coalition de droite italien fait pression pour une nouvelle loi controversée qui entraverait les opérations des navires de sauvetage humanitaire en Méditerranée centrale. La loi proposée exigerait que les navires de secours rentrent au port immédiatement après chaque sauvetage, renonçant de fait à tout autre sauvetage, même s'ils se trouvent à proximité. Une telle loi ne fera qu'accroître le nombre de décès de migrant.e.s en Méditerranée.

RÉITÉRANT l'appel de l'ISP aux pays d'origine et de destination pour qu'ils cessent de criminaliser les migrant.e.s, les demandeurs.euses d'asile et les réfugié.e.s, qu'ils punissent efficacement les passeurs et les trafiquants d'êtres humains qui profitent du désespoir de ces personnes, qu'ils demandent aux pays riches d'assumer leur part de responsabilité dans l'accueil et la réception des réfugié.e.s sans discrimination, qu'ils développent des canaux de migration sensibles au genre et fondés sur les droits, tout en s'attaquant aux facteurs structurels et aux causes profondes qui obligent les personnes à migrer ou à fuir leur pays.